

<http://divergences.be/spip.php?article4183>



# Les origines du nazisme

- Archives - Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 4 juillet 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

# Sommaire

- [1. L'Ancien Régime et le libéralisme](#)
- [2. La faiblesse du libéralisme allemand](#)
- [3. L'armée prussienne](#)
- [4. Le conflit constitutionnel en Prusse](#)
- [5. Le programme « petite Allemagne »](#)
- [6. L'épisode Lassalle](#)

## 1. L'Ancien Régime et le libéralisme

C'est une erreur fondamentale de croire que le nazisme est une renaissance ou une continuation des politiques et des mentalités de l'Ancien Régime ou une manifestation de « l'esprit prussien ». Rien dans le nazisme ne reprend le fil des idées et des institutions de l'histoire allemande ancienne. Ni le nazisme ni le pangermanisme, dont le nazisme est issu et dont il représente l'évolution logique, ne découlent du prussianisme de Frédéric-Guillaume Ier ou de Frédéric II, dit le Grand. Le pangermanisme et le nazisme n'ont jamais eu pour objectif de rétablir la politique des électeurs de Brandebourg et des quatre premiers rois de Prusse. Ils ont parfois présenté comme le but de leurs efforts le retour du paradis perdu de l'ancienne Prusse, mais il s'agissait là d'un discours propagandiste destiné à un public qui vénérait les héros d'autrefois. Le programme du nazisme ne vise pas à restaurer quelque chose qui a disparu, mais à établir quelque chose de nouveau et d'inédit.

L'ancien État prussien de la maison de Hohenzollern a été complètement détruit par les Français sur les champs de bataille d'Iéna et d'Auerstädt (1806). L'armée prussienne s'est rendue à Prenzlau et Ratkau, les garnisons des forteresses et citadelles les plus importantes ont capitulé sans tirer un coup de feu. Le roi se réfugia auprès du tsar, dont la seule médiation permit de préserver son royaume. Mais l'ancien État prussien était déjà brisé de l'intérieur bien avant cette défaite militaire ; il était depuis longtemps en décomposition et pourri lorsque Napoléon lui porta le coup de grâce. Car l'idéologie sur laquelle il reposait avait perdu tout son pouvoir ; elle avait été désintégrée par l'assaut des nouvelles idées du libéralisme.

Comme tous les autres princes et ducs qui avaient établi leur souveraineté sur les ruines du Saint-Empire romain germanique, les Hohenzollern considéraient leur territoire comme un domaine familial, dont ils tentaient d'étendre les frontières par la violence, la ruse et les pactes familiaux. Les personnes vivant sur leurs terres étaient des sujets qui devaient obéir aux ordres. Ils étaient des accessoires du sol, la propriété du souverain qui avait le droit de disposer d'eux à sa guise. Leur bonheur et leur bien-être n'avaient aucune importance.

Bien sûr, le roi s'intéressait au bien-être matériel de ses sujets. Mais cet intérêt ne reposait pas sur la conviction que le but du gouvernement civil était de rendre le peuple prospère. De telles idées étaient jugées absurdes dans l'Allemagne du XVIIIe siècle. Le roi était désireux d'accroître la richesse des paysans et des citoyens parce que leurs revenus constituaient la source de ses propres revenus. Ce n'était pas le sujet qui l'intéressait, mais le contribuable. Il voulait tirer de son administration du pays les moyens d'accroître son pouvoir et sa splendeur. Les princes allemands enviaient les richesses de l'Europe occidentale, qui fournissaient aux rois de France et de Grande-Bretagne les fonds nécessaires à l'entretien de puissantes armées et marines. Ils encourageaient le commerce, les échanges, l'exploitation minière et l'agriculture afin d'augmenter les recettes publiques. Les sujets n'étaient toutefois que des pions dans le jeu des dirigeants.

Mais l'attitude de ces sujets changea considérablement à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. De nouvelles idées commencèrent à pénétrer en Allemagne depuis l'Europe occidentale. Le peuple, habitué à obéir aveuglément à l'autorité divine des princes, entendit pour la première fois les mots liberté, autodétermination, droits de l'homme, parlement, constitution. Les Allemands apprirent à saisir le sens de ces mots dangereux.

Aucun Allemand n'a contribué à l'élaboration du grand système de pensée libérale qui a transformé la structure de la société et remplacé le règne des rois et des maîtresses royales par le gouvernement du peuple. Les philosophes, économistes et sociologues qui l'ont développé pensaient et écrivaient en anglais ou en français. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Allemands ne parvinrent même pas à produire des traductions lisibles de ces auteurs anglais, écossais et français. Ce que la philosophie idéaliste allemande a produit dans ce domaine est bien maigre en comparaison de la pensée anglaise et française contemporaine. Mais les intellectuels allemands ont accueilli avec enthousiasme les idées occidentales de liberté et de droits de l'homme. La littérature classique allemande en est imprégnée, et les grands compositeurs allemands ont mis en musique des vers chantant les louanges de la liberté. Les poèmes, pièces de théâtre et autres écrits de Friedrich Schiller sont du début à la fin un hymne à la liberté. Chaque mot écrit par Schiller était un coup porté à l'ancien système politique allemand ; ses œuvres ont été accueillies avec ferveur par presque tous les Allemands qui lisaient des livres ou fréquentaient le théâtre.

Ces intellectuels n'étaient bien sûr qu'une minorité. Les livres et les théâtres étaient inconnus des masses. Il s'agissait des serfs pauvres des provinces orientales, des habitants des pays catholiques, qui ne parvenaient que lentement à se libérer de l'emprise de la Contre-Réforme. Même dans les régions occidentales plus avancées et dans les villes, il y avait encore beaucoup d'analphabètes et de semi-analphabètes. Ces masses ne se souciaient d'aucune question politique ; elles obéissaient aveuglément, car elles vivaient dans la crainte des châtiments de l'enfer dont les menaçait l'Église, et dans une crainte encore plus grande de la police. Ils étaient en marge de la civilisation allemande et de la vie culturelle allemande ; ils ne connaissaient que leurs dialectes régionaux et pouvaient à peine converser avec un homme qui ne parlait que la langue littéraire allemande ou un autre dialecte. Mais le nombre de ces personnes arriérées diminuait régulièrement. La prospérité économique et l'éducation se répandaient d'année en année. De plus en plus de personnes atteignaient un niveau de vie qui leur permettait de s'intéresser à autre chose qu'à la nourriture et au logement, et d'occuper leur temps libre à autre chose qu'à boire. Quiconque sortait de la misère et rejoignait la communauté des hommes civilisés devenait libéral. À l'exception du petit groupe de princes et de leurs serviteurs aristocratiques, pratiquement tous ceux qui s'intéressaient à la politique étaient libéraux. À cette époque, il n'y avait en Allemagne que des hommes libéraux et des hommes indifférents ; mais les rangs des indifférents ne cessaient de s'amenuiser, tandis que ceux des libéraux grossissaient.

Tous les intellectuels sympathisaient avec la Révolution française. Ils méprisaient le terrorisme des Jacobins, mais approuvaient sans réserve la grande réforme. Ils voyaient en Napoléon l'homme qui saurait préserver et achever ces réformes et, comme Beethoven, ils se détournèrent de lui dès qu'il trahit la liberté et s'autoproclama empereur.

Jamais auparavant un mouvement spirituel n'avait emporté l'adhésion de tout le peuple allemand, et jamais auparavant celui-ci n'avait été aussi uni dans ses sentiments et ses idées. En fait, le peuple, qui parlait allemand et était soumis aux princes, prélats, comtes et patriciens urbains de l'Empire, devint une nation, la nation allemande, en accueillant les nouvelles idées venues de l'Ouest. C'est alors seulement qu'apparut ce qui n'avait jamais existé auparavant : une opinion publique allemande, un public allemand, une littérature allemande, une patrie allemande. Les Allemands commencèrent alors à comprendre le sens des auteurs anciens qu'ils avaient lus à l'école. Ils concevaient désormais l'histoire de leur nation comme quelque chose de plus que la lutte des princes pour la terre et les revenus. Les sujets de plusieurs centaines de petits seigneurs devinrent allemands en acceptant les idées occidentales.

Ce nouvel esprit ébranla les fondements sur lesquels les princes avaient bâti leurs trônes : la loyauté et la soumission traditionnelles des sujets, prêts à accepter le règne despotique d'un groupe de familles privilégiées. Les Allemands rêvaient désormais d'un État allemand doté d'un gouvernement parlementaire et des droits de l'homme.

Ils se moquaient des États allemands existants. Ceux qui se qualifiaient de « patriotes », un terme nouveau importé de France, méprisaient ces sièges de despotisme et d'abus. Ils haïssaient les tyrans. Et ils haïssaient surtout la Prusse, car elle semblait être la plus puissante et donc la plus dangereuse menace pour la liberté allemande.

Le mythe prussien, que les historiens prussais du XIXe siècle ont façonné en ignorant hardiment les faits, voudrait nous faire croire que Frédéric II était considéré par ses contemporains comme ils le représentent eux-mêmes : le champion de la grandeur de l'Allemagne, le protagoniste de l'unité et de la puissance allemandes, le héros de la nation. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Les campagnes militaires du roi guerrier étaient, pour ses contemporains, des luttes pour accroître les possessions de la maison de Brandebourg, qui ne concernaient que la dynastie. Ils admiraient ses talents stratégiques, mais ils détestaient les brutalités du système prussien. Quiconque louait Frédéric à l'intérieur des frontières de son royaume le faisait par nécessité, pour échapper à l'indignation d'un prince qui exerçait une vengeance sévère sur tous ses ennemis. Lorsque les gens en dehors de la Prusse le louaient, ils dissimulaient leurs critiques à l'égard de leurs propres dirigeants. Les sujets des petits princes trouvaient dans cette ironie le moyen le moins dangereux de dénigrer leurs Nérons et Borgia de pacotille. Ils glorifiaient ses exploits militaires, mais se disaient heureux de ne pas être à la merci de ses caprices et de sa cruauté. Ils n'approuvaient Frédéric que dans la mesure où il combattait leurs tyrans domestiques.

À la fin du XVIIIe siècle, l'opinion publique allemande était aussi unanimement opposée à l'Ancien Régime qu'en France à la veille de la Révolution. Le peuple allemand assista avec indifférence à l'annexion française de la rive gauche du Rhin, aux défaites de l'Autriche et de la Prusse, à la dissolution du Saint-Empire et à la création de la Confédération du Rhin. Il salua les réformes imposées aux gouvernements de tous ses États par la domination des idées françaises. Il admirait Napoléon comme un grand général et un grand souverain, tout comme il avait admiré auparavant Frédéric de Prusse. Les Allemands ne commencèrent à haïr les Français que lorsqu'ils finirent par se lasser, tout comme les sujets français de l'empereur, des guerres interminables et coûteuses. Lorsque la Grande Armée fut anéantie en Russie, le peuple s'intéressa aux campagnes qui mirent fin au règne de Napoléon, mais uniquement parce qu'il espérait que sa chute aboutirait à l'instauration d'un gouvernement parlementaire. Les événements qui suivirent dissipèrent cette illusion et l'esprit révolutionnaire qui conduisit aux bouleversements de 1848 se développa lentement.

On a affirmé que les racines du nationalisme et du nazisme actuels se trouvent dans les écrits des romantiques, dans les pièces de Heinrich von Kleist et dans les chants politiques qui accompagnèrent la lutte finale contre Napoléon. C'est également une erreur. Les œuvres sophistiquées des romantiques, les sentiments pervers des pièces de Kleist et la poésie patriotique des guerres de libération n'ont pas sensiblement ému le public ; et les essais philosophiques et sociologiques des auteurs qui recommandaient un retour aux institutions médiévales étaient considérés comme abscons. Les gens ne s'intéressaient pas au Moyen Âge, mais aux activités parlementaires de l'Occident. Ils lisaient les livres de Goethe et de Schiller, pas ceux des romantiques ; ils allaient voir les pièces de Schiller, pas celles de Kleist. Schiller devint le poète préféré de la nation ; les Allemands trouvèrent dans son dévouement enthousiaste à la liberté leur idéal politique. La célébration du centenaire de Schiller (en 1859) fut la manifestation politique la plus impressionnante qui ait jamais eu lieu en Allemagne. La nation allemande était unie dans son adhésion aux idées de Schiller, aux idées libérales.

Tous les efforts pour détourner le peuple allemand de la cause de la liberté échouèrent. Les enseignements de ses adversaires restèrent sans effet. La police de Metternich lutta en vain contre la vague montante du libéralisme.

Ce n'est que dans les dernières décennies du XIXe siècle que l'emprise des idées libérales a été ébranlée. Cela a été rendu possible par les doctrines de l'étatisme. L'étatisme – nous y reviendrons plus tard – est un système d'idées sociopolitiques qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire ancienne et qui n'est pas lié aux modes de pensée traditionnels, même si, compte tenu du caractère technique des politiques qu'il préconise, on peut, avec une certaine justification, le qualifier de néo-mercantilisme.

## 2. La faiblesse du libéralisme allemand

Vers le milieu du XIXe siècle, les Allemands intéressés par les questions politiques étaient unis dans leur adhésion au libéralisme. Pourtant, la nation allemande n'a pas réussi à se libérer du joug de l'absolutisme et à instaurer la démocratie et le gouvernement parlementaire. Quelle en était la raison ?

Comparons d'abord la situation de l'Allemagne avec celle de l'Italie, qui se trouvait dans une situation similaire. L'Italie était également libérale, mais les libéraux italiens étaient impuissants. L'armée autrichienne était suffisamment forte pour vaincre tous les soulèvements révolutionnaires. Une armée étrangère a maintenu le libéralisme italien sous contrôle ; d'autres armées étrangères ont libéré l'Italie de ce contrôle. À Solferino, à Königgrätz et sur les rives de la Marne, les Français, les Prussiens et les Anglais ont livré les batailles qui ont rendu l'Italie indépendante des Habsbourg.

Tout comme le libéralisme italien n'était pas de taille face à l'armée autrichienne, le libéralisme allemand était incapable de faire face aux armées autrichienne et prussienne. L'armée autrichienne était principalement composée de soldats non allemands. L'armée prussienne comptait bien sûr dans ses rangs principalement des hommes germanophones ; les Polonais, les autres Slaves et les Lituaniens n'étaient qu'une minorité. Mais un grand nombre de ces hommes parlant l'un des dialectes allemands étaient recrutés dans les couches de la société qui n'étaient pas encore éveillées aux intérêts politiques. Ils venaient des provinces orientales, des rives orientales de l'Elbe. Ils étaient pour la plupart analphabètes et peu familiarisés avec la mentalité des intellectuels et des citoyens. Ils n'avaient jamais entendu parler des idées nouvelles ; ils avaient grandi dans l'habitude d'obéir au Junker, qui exerçait le pouvoir exécutif et judiciaire dans leur village, à qui ils devaient des impôts et des corvées (travaux obligatoires non rémunérés), et que la loi considérait comme leur suzerain légitime. Ces serfs virtuels n'étaient pas capables de désobéir à un ordre de tirer sur le peuple. Le commandant en chef de l'armée prussienne pouvait leur faire confiance. Ces hommes, ainsi que les Polonais, formèrent les détachements qui écrasèrent la révolution prussienne en 1848.

Telles étaient les conditions qui empêchaient les libéraux allemands de joindre le geste à la parole. Ils étaient contraints d'attendre que les progrès de la prospérité et de l'éducation ramènent ces populations arriérées dans le giron du libéralisme. Alors, en étaient-ils convaincus, la victoire du libéralisme serait inévitable. Le temps jouait en sa faveur. Mais hélas, les événements ont démenti ces attentes. Le destin de l'Allemagne a voulu qu'avant que le triomphe du libéralisme ne puisse être accompli, le libéralisme et les idées libérales aient été renversés, non seulement en Allemagne, mais partout ailleurs, par d'autres idées qui ont de nouveau pénétré en Allemagne depuis l'Ouest. Le libéralisme allemand n'avait pas encore accompli sa tâche lorsqu'il a été vaincu par l'étatisme, le nationalisme et le socialisme.

## 3. L'armée prussienne

L'armée prussienne qui combattit à Leipzig et à Waterloo était très différente de celle que Frédéric-Guillaume Ier avait organisée et que Frédéric II avait commandée lors de trois grandes guerres. L'ancienne armée prussienne avait été écrasée et détruite lors de la campagne de 1806 et ne se releva jamais.

L'armée prussienne du XVIIIe siècle était composée d'hommes enrôlés de force, brutalement dressés à coups de fouet et maintenus dans la discipline par des méthodes barbares. Il s'agissait principalement d'étrangers. Les rois préféraient les étrangers à leurs propres sujets. Ils estimaient que ces derniers étaient plus utiles au pays en travaillant et en payant des impôts qu'en servant dans les forces armées. En 1742, Frédéric II se fixa pour objectif que l'infanterie soit composée de deux tiers d'étrangers et d'un tiers de natifs. Les déserteurs des armées

étrangères, les prisonniers de guerre, les criminels, les vagabonds, les clochards et les personnes que les recruteurs avaient piégées par la fraude et la violence constituaient l'essentiel des régiments. Ces soldats étaient prêts à profiter de la moindre occasion pour s'échapper. La prévention de la désertion était donc la principale préoccupation de la conduite des affaires militaires. Frédéric II commence son principal traité de stratégie, ses Principes généraux de la guerre, par l'exposé de quatorze règles visant à empêcher la désertion. Les considérations tactiques et même stratégiques devaient être subordonnées à la prévention de la désertion. Les troupes ne pouvaient être employées que lorsqu'elles étaient étroitement regroupées. Il était impossible d'envoyer des patrouilles. La poursuite stratégique d'une force ennemie vaincue était impossible. Il était strictement interdit de marcher ou d'attaquer de nuit et de camper près des forêts. Les soldats avaient pour ordre de se surveiller constamment, tant en temps de guerre qu'en temps de paix. Les civils étaient tenus, sous peine des peines les plus sévères, d'empêcher les déserteurs de s'enfuir, de les attraper et de les livrer à l'armée.

Les officiers de cette armée étaient en règle générale des nobles. Parmi eux se trouvaient également de nombreux étrangers, mais la plupart appartenaient à la classe des junkers prussiens. Frédéric II répète à maintes reprises dans ses écrits que les roturiers ne sont pas aptes à occuper des fonctions militaires, car leur esprit est tourné vers le profit et non vers l'honneur. Bien que la carrière militaire fût très lucrative, le commandant d'une compagnie percevant un revenu relativement élevé, une grande partie de l'aristocratie terrienne s'opposait à ce que leurs fils embrassent la profession militaire. Les rois avaient coutume d'envoyer des policiers kidnapper les fils des nobles propriétaires terriens et les placer dans leurs écoles militaires. L'éducation dispensée dans ces écoles n'était guère supérieure à celle d'une école primaire. Les hommes ayant fait des études supérieures étaient très rares dans les rangs des officiers prussiens.<sup>1</sup>

Une telle armée ne pouvait combattre et, sous un commandement compétent, vaincre que tant qu'elle affrontait des armées de structure similaire. Elle s'est dispersée comme de la paille lorsqu'elle a dû combattre les forces de Napoléon.

Les armées de la Révolution française et du Premier Empire étaient recrutées parmi le peuple. C'étaient des armées d'hommes libres, et non de crapules enchaînées. Leurs commandants ne craignaient pas la désertion. Ils pouvaient donc abandonner les tactiques traditionnelles consistant à avancer en lignes déployées et à tirer des salves sans viser. Ils pouvaient adopter une nouvelle méthode de combat, à savoir le combat en colonnes et la guerre de harcèlement. La nouvelle structure de l'armée a d'abord apporté une nouvelle tactique, puis une nouvelle stratégie. Face à cela, l'ancienne armée prussienne s'est révélée impuissante.

Le modèle français a servi de référence pour l'organisation de l'armée prussienne dans les années 1808-1813. Elle était fondée sur le principe du service obligatoire pour tous les hommes physiquement aptes. La nouvelle armée a fait ses preuves lors des guerres de 1813-1815. Son organisation n'a donc pas été modifiée pendant environ un demi-siècle. On ne saura jamais comment cette armée se serait comportée dans une autre guerre contre un agresseur étranger, car elle fut épargnée par cette épreuve. Mais une chose est certaine, comme l'ont prouvé les événements de la révolution de 1848 : seule une partie de cette armée était fiable dans la lutte contre le peuple, « l'ennemi intérieur » du gouvernement, et il était impossible de mener une guerre d'agression impopulaire avec ces soldats.

Lors de la répression de la révolution de 1848, seuls les régiments de la garde royale, dont les hommes étaient sélectionnés pour leur loyauté envers le roi, la cavalerie et les régiments recrutés dans les provinces orientales pouvaient être considérés comme absolument fiables. Les corps d'armée recrutés dans l'ouest, la milice (Landwehr) et les réservistes de nombreux régiments orientaux étaient plus ou moins infectés par les idées libérales.

Les hommes de la garde et de la cavalerie devaient effectuer trois ans de service actif, contre deux ans pour les autres branches de l'armée. Les généraux en conclurent donc que deux ans étaient trop courts pour transformer un civil en un soldat inconditionnellement loyal au roi. Pour préserver le système politique de la Prusse, avec son absolutisme royal exercé par les junkers, il fallait une armée d'hommes prêts à se battre – sans poser de questions – contre tous ceux que leurs commandants leur ordonnaient d'attaquer. Cette armée – l'armée de Sa Majesté, et non

celle du Parlement ou du peuple – aurait pour mission de vaincre tout mouvement révolutionnaire en Prusse ou dans les petits États de la Confédération germanique, et de repousser d'éventuelles invasions venues de l'Ouest qui pourraient contraindre les princes allemands à accorder des constitutions et d'autres concessions à leurs sujets. Dans l'Europe des années 1850, où l'empereur français et le Premier ministre britannique, Lord Palmerston, professaient ouvertement leur sympathie pour les mouvements populaires qui menaçaient les intérêts acquis des rois et des aristocrates, l'armée de la maison de Hohenzollern était le « rocher de bronze » au milieu de la marée montante du libéralisme.

Rendre cette armée fiable et invincible signifiait non seulement préserver les Hohenzollern et leurs serviteurs aristocratiques, mais bien plus encore : sauver la civilisation de la menace de la révolution et de l'anarchie. Telle était la philosophie de Friedrich Julius Stahl et des hégéliens de droite, telles étaient les idées des historiens prussiens de l'école historique Kleindeutsche, telle était la mentalité du parti militaire à la cour du roi Frédéric-Guillaume IV. Ce roi était bien sûr un névrosé maladif, que chaque jour rapprochait davantage de la démence totale. Mais les généraux, dirigés par le général von Roon et soutenus par le prince Guillaume, frère du roi et héritier présomptif du trône, avaient les idées claires et poursuivaient sans relâche leur objectif.

Le succès partiel de la révolution avait abouti à la création d'un Parlement prussien. Mais ses prérogatives étaient si restreintes que le chef suprême des armées n'était pas empêché d'adopter les mesures qu'il jugeait indispensables pour faire de l'armée un instrument plus fiable entre les mains de ses commandants.

Les experts étaient pleinement convaincus que deux ans de service actif suffisaient pour la formation militaire de l'infanterie. Ce n'est pas pour des raisons techniques militaires, mais pour des considérations purement politiques que le roi prolongea le service actif des régiments d'infanterie de ligne de deux ans à deux ans et demi en 1852, puis à trois ans en 1856. Cette mesure augmenta considérablement les chances de succès contre une répétition du mouvement révolutionnaire. Le parti militaire était désormais convaincu que, dans l'immédiat avenir, il était suffisamment fort, avec la Garde royale et les hommes en service actif dans les régiments de ligne, pour vaincre des rebelles mal armés. Fort de cette conviction, il décida d'aller plus loin et de réformer en profondeur l'organisation des forces armées.

L'objectif de cette réforme était de rendre l'armée à la fois plus forte et plus loyale au roi. Le nombre de bataillons d'infanterie allait être presque doublé, l'artillerie augmentée de 25 % et de nombreux nouveaux régiments de cavalerie créés. Le nombre de recrues annuelles allait passer de moins de quarante mille à soixante-trois mille, et les effectifs des officiers commissionnés augmenter en conséquence. D'autre part, la milice serait transformée en réserve de l'armée active. Les hommes plus âgés étaient démis de leurs fonctions dans la milice, car ils n'étaient pas jugés entièrement fiables. Les grades supérieurs de la milice seraient confiés à des officiers commissionnés issus du corps professionnel.<sup>2</sup>

Consciente de la force que lui avait déjà conférée la prolongation du service actif et convaincue qu'elle serait en mesure de réprimer pour l'instant toute tentative révolutionnaire, la cour a mené cette réforme sans consulter le Parlement. La folie du roi était entre-temps devenue si manifeste que le prince Guillaume a dû être installé comme prince régent ; le pouvoir royal était désormais entre les mains d'un partisan docile de la clique aristocratique et des militaires bellicistes. En 1859, pendant la guerre entre l'Autriche et la France, l'armée prussienne avait été mobilisée par mesure de précaution et pour garantir la neutralité. La démobilisation fut effectuée de telle manière que les principaux objectifs de la réforme furent atteints. Au printemps 1860, tous les nouveaux régiments prévus avaient déjà été créés. Ce n'est qu'alors que le cabinet présenta le projet de réforme au Parlement et lui demanda de voter les dépenses correspondantes.<sup>3</sup>

La lutte contre ce projet de loi militaire fut le dernier acte politique du libéralisme allemand.

## 4. Le conflit constitutionnel en Prusse

Les progressistes, comme se nommait le parti libéral à la chambre basse prussienne (chambre des députés), s'opposèrent farouchement à la réforme. La chambre vota à plusieurs reprises contre le projet de loi et contre le budget. Le roi – Frédéric-Guillaume IV était alors décédé et Guillaume Ier lui avait succédé – dissolut le Parlement, mais les électeurs renvoyèrent une majorité de progressistes. Le roi et ses ministres ne purent briser l'opposition du corps législatif. Mais ils s'accrochèrent à leur projet et continuèrent sans l'approbation constitutionnelle et l'assentiment du Parlement. Ils engagèrent la nouvelle armée dans deux campagnes et vainquirent le Danemark en 1864 et l'Autriche en 1866. Ce n'est qu'alors, après l'annexion du royaume de Hanovre, des possessions de l'électeur de Hesse, des duchés de Nassau, de Schleswig et de Holstein, et de la ville libre de Francfort, après l'établissement de l'hégémonie prussienne sur tous les États de l'Allemagne du Nord et la conclusion de conventions militaires avec les États de l'Allemagne du Sud, par lesquelles ceux-ci se soumettaient également aux Hohenzollern, que le Parlement prussien céda. Le parti progressiste se divisa et certains de ses anciens membres soutinrent le gouvernement. Le roi obtint ainsi la majorité. La chambre vota l'indemnisation du gouvernement pour sa conduite anticonstitutionnelle et sanctionna tardivement toutes les mesures et dépenses auxquelles elle s'était opposée pendant six ans. Le grand conflit constitutionnel se solda par un succès total pour le roi et une défaite complète pour le libéralisme.

Lorsqu'une délégation de la chambre des députés apporta au roi la réponse conciliante du Parlement à son discours royal prononcé à l'ouverture de la nouvelle session, celui-ci déclara avec hauteur qu'il était de son devoir d'agir comme il l'avait fait ces dernières années et qu'il agirait de la même manière à l'avenir si des conditions similaires se reproduisaient. Mais au cours du conflit, il avait plus d'une fois désespéré. En 1862, il avait perdu tout espoir de vaincre la résistance du peuple et était prêt à abdiquer. Le général von Roon le poussa à faire une dernière tentative en nommant Bismarck Premier ministre. Bismarck se précipita de Paris, où il représentait la Prusse à la cour de Napoléon III. Il trouva le roi « épuisé, déprimé et découragé ». Lorsque Bismarck tenta d'expliquer sa propre vision de la situation politique, Guillaume l'interrompit en disant : « Je vois exactement comment tout cela va se terminer. Ici même, sur cette place de l'Opéra sur laquelle donnent ces fenêtres, on vous décapitera d'abord, puis moi aussi un peu plus tard. » Bismarck eut beaucoup de mal à redonner courage au Hohenzollern tremblant. Mais finalement, rapporte Bismarck, « mes paroles firent appel à son honneur militaire et il se vit dans la position d'un officier qui a le devoir de défendre son poste jusqu'à la mort ».4

La reine, les princes royaux et de nombreux généraux étaient encore plus effrayés que le roi. En Angleterre, la reine Victoria passait des nuits blanches à penser à la situation de sa fille aînée, mariée au prince héritier de Prusse. Le palais royal de Berlin était hanté par les fantômes de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

Toutes ces craintes étaient toutefois infondées. Les progressistes n'ont pas tenté une nouvelle révolution, et ils auraient été vaincus s'ils l'avaient fait.

Ces libéraux allemands des années 1860, si décriés, ces hommes studieux, ces lecteurs de traités philosophiques, ces amateurs de musique et de poésie, comprenaient très bien pourquoi le soulèvement de 1848 avait échoué. Ils savaient qu'ils ne pouvaient pas instaurer un gouvernement populaire dans une nation où des millions de personnes étaient encore prisonnières de la superstition, de la grossièreté et de l'analphabétisme. Le problème politique était essentiellement un problème d'éducation. Le succès final du libéralisme et de la démocratie ne faisait aucun doute. La tendance vers le régime parlementaire était irrésistible. Mais la victoire du libéralisme ne pouvait être obtenue que lorsque les couches de la population dont le roi tirait ses soldats fidèles seraient devenues éclairées et se seraient ainsi transformées en partisans des idées libérales. Le roi serait alors contraint de capituler et le Parlement obtiendrait la suprématie sans effusion de sang.

Les libéraux étaient déterminés à épargner au peuple allemand, dans la mesure du possible, les horreurs de la

révolution et de la guerre civile. Ils étaient convaincus que dans un avenir pas trop lointain, ils obtiendraient eux-mêmes le contrôle total de la Prusse. Il leur suffisait d'attendre.

### 5. Le programme « petite Allemagne »

Les progressistes prussiens ne se sont pas battus dans le conflit constitutionnel pour la destruction ou l'affaiblissement de l'armée prussienne. Ils se rendaient compte que, dans les circonstances actuelles, l'Allemagne avait besoin d'une armée forte pour défendre son indépendance. Ils voulaient arracher l'armée au roi et la transformer en un instrument de protection de la liberté allemande. La question du conflit était de savoir si le roi ou le Parlement devait contrôler l'armée.

L'objectif du libéralisme allemand était de remplacer l'administration scandaleuse des quelque trente États allemands par un gouvernement libéral unitaire. La plupart des libéraux estimaient que cet État allemand futur ne devait pas inclure l'Autriche. L'Autriche était très différente des autres pays germanophones ; elle avait ses propres problèmes, étrangers au reste de la nation. Les libéraux ne pouvaient s'empêcher de voir en l'Autriche le plus dangereux obstacle à la liberté allemande. La cour autrichienne était dominée par les jésuites, son gouvernement avait conclu un concordat avec Pie IX, le pape qui combattait ardemment toutes les idées modernes. Mais l'empereur d'Autriche n'était pas prêt à renoncer volontairement à la position que sa maison occupait depuis plus de quatre cents ans en Allemagne. Les libéraux voulaient une armée prussienne forte parce qu'ils craignaient l'hégémonie autrichienne, une nouvelle Contre-Réforme et le rétablissement du système réactionnaire du défunt prince Metternich. Ils aspiraient à un gouvernement unitaire pour tous les Allemands en dehors de l'Autriche (et de la Suisse).

Ils se donnèrent donc le nom de « petits Allemands » (Kleindeutsche) par opposition aux « grands Allemands » (Grossdeutsche) qui voulaient inclure les parties de l'Autriche qui avaient auparavant appartenu au Saint-Empire.

Mais d'autres considérations de politique étrangère militaient également en faveur d'un renforcement de l'armée prussienne. La France était alors dirigée par un aventurier convaincu qu'il ne pourrait conserver son empire que par de nouvelles victoires militaires. Au cours de la première décennie de son règne, il avait déjà mené deux guerres sanglantes. C'était maintenant au tour de l'Allemagne. Il ne faisait guère de doute que Napoléon III caressait l'idée d'annexer la rive gauche du Rhin. Qui d'autre que l'armée prussienne pouvait protéger l'Allemagne ?

Il y avait ensuite un autre problème, celui du Schleswig-Holstein. Les citoyens du Holstein, de Lauenburg et du sud du Schleswig s'opposaient farouchement à la domination du Danemark. Les libéraux allemands se souciaient peu des arguments sophistiqués des juristes et des diplomates concernant les prétentions des différents prétendants à la succession dans les duchés de l'Elbe. Ils ne croyaient pas à la doctrine selon laquelle la question de savoir qui devait gouverner un pays devait être tranchée conformément aux dispositions du droit féodal et à des pactes familiaux séculaires. Ils soutenaient le principe occidental d'autodétermination. Les habitants de ces duchés étaient réticents à accepter la souveraineté d'un homme dont le seul titre était d'avoir épousé une princesse dont la prétention à la succession dans le Schleswig était contestée et qui n'avait aucun droit à la succession dans le Holstein ; ils aspiraient à l'autonomie au sein de la Confédération germanique. Ce seul fait semblait important aux yeux des libéraux. Pourquoi ces Allemands devraient-ils être privés de ce que les Britanniques, les Français, les Belges et les Italiens avaient obtenu ? Mais comme le roi du Danemark n'était pas prêt à renoncer à ses prétentions, cette question ne pouvait être résolue sans recourir aux armes.

Ce serait une erreur de juger tous ces problèmes à la lumière des événements ultérieurs. Bismarck n'a libéré le Schleswig-Holstein du joug de ses oppresseurs danois que pour l'annexer à la Prusse ; et il a annexé non seulement le sud du Schleswig, mais aussi le nord, dont la population souhaitait rester dans le royaume danois. Napoléon III n'a

pas attaqué l'Allemagne ; c'est Bismarck qui a déclenché la guerre contre la France. Personne ne prévoyait cette issue au début des années 1860. À cette époque, tout le monde en Europe, et en Amérique aussi, considérait l'empereur de France comme le principal briseur de paix et l'agresseur. Les sympathies que suscitait à l'étranger le désir d'unité des Allemands étaient dues en grande partie à la conviction qu'une Allemagne unifiée ferait contrepoids à la France et garantirait ainsi la paix en Europe.

Les petits Allemands étaient également induits en erreur par leurs préjugés religieux. Comme la plupart des libéraux, ils considéraient le protestantisme comme le premier pas sur la voie menant de l'obscurantisme médiéval aux Lumières. Ils craignaient l'Autriche parce qu'elle était catholique ; ils préféraient la Prusse parce que la majorité de sa population était protestante. Malgré toutes leurs expériences, ils espéraient que la Prusse était plus ouverte aux idées libérales que l'Autriche. Certes, la situation politique en Autriche était insatisfaisante pendant ces années critiques. Mais les événements ultérieurs ont prouvé que le protestantisme n'est pas plus garant de la liberté que le catholicisme. L'idéal du libéralisme est la séparation complète de l'Église et de l'État, et la tolérance, sans aucune considération pour les différences entre les Églises.

Mais cette erreur ne se limitait pas à l'Allemagne. Les libéraux français étaient tellement aveuglés qu'ils saluèrent d'abord la victoire prussienne à Königgrätz (Sadova). Ce n'est qu'après réflexion qu'ils ont réalisé que la défaite de l'Autriche signifiait également la perte de la France, et ils ont lancé, trop tard, le cri de ralliement « Revanche pour Sadova ».

Königgrätz a en tout cas été une défaite écrasante pour le libéralisme allemand. Les libéraux étaient conscients d'avoir perdu une bataille. Ils étaient néanmoins pleins d'espoir. Ils étaient fermement résolus à poursuivre leur combat au sein du nouveau Parlement de l'Allemagne du Nord. Cette lutte, pensaient-ils, devait aboutir à la victoire du libéralisme et à la défaite de l'absolutisme. Le moment où le roi ne pourrait plus utiliser « son » armée contre le peuple semblait se rapprocher de jour en jour.

## 6. L'épisode Lassalle

Il serait possible de traiter du conflit constitutionnel prussien sans même mentionner le nom de Ferdinand Lassalle. L'intervention de Lassalle n'a pas influencé le cours des événements. Mais elle annonçait quelque chose de nouveau ; c'était l'aube des forces qui étaient destinées à façonner le destin de l'Allemagne et de la civilisation occidentale.

Alors que les progressistes prussiens étaient engagés dans leur lutte pour la liberté, Lassalle les attaqua avec acharnement et passion. Il tenta d'inciter les ouvriers à retirer leur sympathie aux progressistes. Il proclama l'évangile de la lutte des classes. Les progressistes, en tant que représentants de la bourgeoisie, affirmait-il, étaient les ennemis mortels du travail. Vous ne devez pas lutter contre l'État, mais contre les classes exploiteuses. L'État est votre ami ; bien sûr, pas l'État gouverné par Herr von Bismarck, mais l'État contrôlé par moi, Lassalle.

Lassalle n'était pas à la solde de Bismarck, comme certains le soupçonnaient. Personne ne pouvait corrompre Lassalle. Ce n'est qu'après sa mort que certains de ses anciens amis acceptèrent l'argent du gouvernement. Mais comme Bismarck et Lassalle s'en prenaient tous deux aux progressistes, ils devinrent des alliés virtuels. Lassalle approcha très vite Bismarck. Les deux hommes se rencontraient clandestinement. Ce n'est que bien des années plus tard que le secret de ces relations fut révélé. Il est vain de se demander si une coopération ouverte et durable entre ces deux hommes ambitieux aurait vu le jour si Lassalle n'était pas mort peu après ces rencontres, des suites d'une blessure reçue lors d'un duel (le 31 août 1864). Tous deux aspiraient au pouvoir suprême en Allemagne. Ni Bismarck ni Lassalle n'étaient prêts à renoncer à leurs prétentions à la première place.

Bismarck et ses amis militaires et aristocratiques haïssaient si profondément les libéraux qu'ils auraient été prêts à

aider les socialistes à prendre le contrôle du pays s'ils s'étaient révélés trop faibles pour conserver leur propre pouvoir. Mais ils étaient – pour l'instant – assez forts pour tenir les progressistes en bride. Ils n'avaient pas besoin du soutien de Lassalle.

Il n'est pas vrai que Lassalle ait donné à Bismarck l'idée que le socialisme révolutionnaire était un allié puissant dans la lutte contre le libéralisme. Bismarck croyait depuis longtemps que les classes inférieures étaient plus royalistes que les classes moyennes.<sup>5</sup> De plus, en tant que ministre prussien à Paris, il avait eu l'occasion d'observer le fonctionnement du césarisme. Peut-être sa prédilection pour le suffrage universel et égalitaire a-t-elle été renforcée par ses conversations avec Lassalle. Mais pour l'instant, il n'avait pas besoin de la coopération de Lassalle. Le parti de ce dernier était encore trop petit pour être considéré comme important. À la mort de Lassalle, l'Allgemeine Deutsche Arbeiterverein ne comptait guère plus de quatre mille membres.<sup>6</sup>

L'agitation de Lassalle n'entrava pas les activités des progressistes. Elle était pour eux une nuisance, mais pas un obstacle. Ils n'avaient rien à apprendre de ses doctrines. Ils savaient déjà que le Parlement prussien n'était qu'une façade et que l'armée était le principal bastion de l'absolutisme prussien. C'est précisément parce qu'ils le savaient qu'ils se sont battus dans le grand conflit.

La brève carrière démagogique de Lassalle est remarquable car, pour la première fois en Allemagne, les idées du socialisme et de l'étatisme sont apparues sur la scène politique en opposition au libéralisme et à la liberté. Lassalle n'était pas lui-même nazi, mais il fut le plus éminent précurseur du nazisme et le premier Allemand à briguer la position de Führer. Il rejetait toutes les valeurs des Lumières et de la philosophie libérale, mais pas comme le faisaient les éloges romantiques du Moyen Âge et du légitimisme royal. Il les niait, mais promettait en même temps de les réaliser dans un sens plus complet et plus large. Le libéralisme, affirmait-il, vise une liberté factice, mais moi, je vous apporterai la vraie liberté. Et la vraie liberté, c'est la toute-puissance du gouvernement. Ce n'est pas la police qui est l'ennemie de la liberté, mais la bourgeoisie.

Et c'est Lassalle qui a prononcé les mots qui caractérisent le mieux l'esprit de l'époque à venir : « L'État, c'est Dieu. »

Nos médias, notre enseignement supérieur et, bien sûr, nos gouvernements nous disent que nos problèmes sociaux et économiques sont dus au capitalisme. Pourtant, ce que nous voyons, ce sont des gouvernements qui nous apportent l'inflation, le chaos et l'horreur de la guerre. Il est temps d'abandonner le mythe selon lequel les gouvernements « servent le peuple ».

Ludwig von Mises